

**ESPERANCE  
POUR  
LE TOGO**

**FORCES VIVES**

« Espérance pour le Togo »

esperancepourletogo@gmail.com

Tél. : 90 09 13 57 / 90 86 20 24 / 90 04 14 12

ACMT, ADD, CEJP, CEPREDGE, CO.CA.CEE, CRADD TOGO, EDH, FCTD, FEDERALTITUDE INTERNATIONAL, GF2D, RAIS-TOGO, SAINTJOP, SEET, SOS CIVISME, SYNARESEP TOGO, TJP

## **FORUM CITOYEN NATIONAL DECLARATION FINALE**

Dans notre pays,

Il y a

- D'un côté quelques-uns qui remplissent leurs comptes en banque de façon illicite
- De l'autre côté des centaines de milliers qui se demandent chaque jour comment remplir leur estomac et celui de leurs enfants;

Il y a

- D'un côté quelques-uns dont les enfants vont dans des écoles dont la scolarité est excessivement chère ;
- De l'autre côté des centaines de milliers qui à l'approche de la rentrée se débattent dans d'énormes difficultés pour trouver de quoi scolariser leurs enfants, au point de devoir choisir de n'en mettre que certains à l'école ;

Il y a

- D'un côté quelques-uns qui se servent des biens publics pour aller se faire soigner en Europe ;
- De l'autre côté des centaines de milliers qui, lorsqu'ils trouvent un peu d'argent se contentent de structures de santé sans moyens et sans équipements ; sinon prient pour que Dieu les guérisse sans passer par les médecins et les médicaments...

Mais lorsque les centaines de milliers essaient de protester contre cette situation, ils sont soumis à une sévère répression. Celle-ci est suivie alors de négociations et enfin d'un accord piloté par des facilitateurs, cet accord n'est jamais mis en œuvre et on pense encore organiser des élections qui soulèvent encore des protestations, etc. et on recommence...

A la suite de la série d'événements qui a commencé en août 2017, protestations et répressions, facilitation de la CEDEAO qui s'est conclue le 31 juillet 2018, par des recommandations contenues dans la « Feuille de route de la CEDEAO »,

Nous, hommes et femmes, originaires de toutes les régions du pays, adeptes de toutes religions, issus de diverses couches socioprofessionnelles, appartenant ou pas à diverses organisations, avons décidé de dire :

**Non, le cycle infernal n'aura plus lieu cette fois-ci !**

*Fédérer les énergies et les efforts des organisations de la société civile, pour sortir le Togo de la crise à partir des recommandations de la « feuille de route » de la CEDEAO*

**Au nom de ceux qui vivent la misère au quotidien,  
 Au nom de ceux dont personne ne semble tenir compte,  
 Au nom de ceux qui n'ont pas voix au chapitre,  
 Au nom de ceux qu'on moleste, tue et emprisonne impunément,  
 injustement,**

**Nous prenons nos responsabilités pour transformer la feuille de route de la CEDEAO en NOTRE chronogramme vers une véritable sortie de crise et pour construire un Etat de droit démocratique.**

Nous avons donc, dans un pacte de confiance, fédéré nos énergies, en créant et rendant public le 4 septembre 2018, **Espérance pour le Togo**, Mouvement des Forces Vives du Togo. Nous réaffirmons alors notre attachement aux valeurs de justice et de paix, de liberté et de vérité, susceptibles d'assurer l'unité, la solidarité et la réconciliation nationales, conditions pour un développement durable.

Dès lors il s'agissait pour nous de dire

- **oui à des élections si et seulement si elles ne portent pas en elles les germes de nouvelles violences ;**
- **oui à des élections si et seulement si elles donnent les mêmes chances à tous et ne risquent pas de déboucher sur des protestations car nous le réaffirmons haut et fort ici le peuple togolais n'est pas sorti d'abord pour demander des élections mais pour des réformes afin d'avoir des institutions justes et crédibles pour un mieux vivre ensemble.**

C'est pourquoi nous avons demandé qu'un certain nombre de réformes soient mises en œuvre comme préalables, quel que soit le temps qu'elles prendront.

Ce sont des réformes :

- ✓ **électorales** (CENI et démembrements, découpage électoral, opérations de vote, vote de la diaspora...),
- ✓ **institutionnelles** (Cour constitutionnelle, Cour des comptes, Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication),
- ✓ **constitutionnelles** (limitation des mandats et mode de scrutin).

Ces demandes qui remontent à des années ont été présentées à tous les acteurs de la crise par différentes organisations de la Société civile, membres du Mouvement **Espérance pour le Togo** et dernièrement, le 10 septembre 2018 au Comité de suivi de la CEDEAO avec la doléance d'une meilleure prise en compte de la Société civile dans le processus de sortie de crise.

Aujourd'hui 20 octobre 2018, nous constatons qu'il n'a pas été tenu compte de ces revendications. Au contraire, plus de trois semaines après l'accord intervenu le 23 septembre 2018 avec la facilitation du Comité de suivi de la CEDEAO sur une CENI paritaire, différents blocages empêchent celle-ci de prendre fonction. Malgré cela le processus

électoral se poursuit, de manière non consensuelle, notamment avec le recensement électoral unilatéral. Tout cela dans un climat marqué par des violations flagrantes des Droits de l'Homme, et particulièrement des sorties de miliciens perpétrant des agressions sanglantes sur des citoyens.

Dans ces conditions nous avons des questions à poser :

- **Au Gouvernement :**

Pourquoi cette marche forcée, si vous êtes sûrs que ce que vous faites est conforme à ce qu'on peut attendre d'élections transparentes et équitables ? Pourquoi présentez-vous la date du 20 décembre comme une fin en soi ? Pourquoi laissez-vous des miliciens instaurer un climat de terreur dans le pays ? Peut-on construire dans l'unité et la solidarité une nation où la terreur devient un mode de gouvernement ? Pourquoi ne libérez-vous pas les détenus politiques dans le cadre des mesures d'apaisement ? Où se trouvent l'Etat de droit et la justice dont vous vous réclamez sans cesse ? Où est la paix que vous prônez tant ? Si tous ont une même dignité et si la vie de tout être humain est sacrée, n'est-il pas temps de respecter les droits de l'Homme, pierre angulaire de tout véritable Etat de droit ? La facilitation à laquelle vous avez vous-même souscrit n'êtes-vous pas, en quelque sorte, en train de la récuser ?

- **A la CEDEAO :**

Pourquoi n'y a-t-il de votre part aucune réaction devant cette marche forcée vers les élections, vous qui avez rejeté « le fétichisme de la date du 20 décembre » ? Tenez-vous toujours à votre statut de facilitateurs et donc à votre impartialité ou bien le peuple aurait-il raison de renoncer à la confiance qu'il vous a renouvelée malgré les douloureux événements de 2005 ? Que faites-vous du contenu du protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance adopté par vous-mêmes ? Où sont les prémisses de la CEDEAO des peuples qui reconnaît des droits aux citoyens et prend en compte leurs aspirations légitimes ? Dans le contexte actuel, la mission des experts que vous avez commis est-elle susceptible d'assurer, d'une part, au nom du droit et des droits de l'Homme, et, d'autre part, au nom des standards internationaux, la réversibilité du processus en cours ?

- **Aux partis politiques**

Pourquoi certains de vos choix semblent-ils mettre les intérêts individuels et partisans au-dessus de l'intérêt général de tout le peuple togolais ? Si la Société civile admet votre spécificité qui est la conquête du pouvoir, pourquoi ne lui reconnaissez-vous pas la sienne, la veille citoyenne, en tenant compte d'elle dans toutes vos démarches ? Quelle peut être la légitimité du processus de sortie de crise si la Société civile n'est pas admise par vous comme un acteur à part entière ?

Mais nos questions s'adressent surtout

- **A vous citoyennes et citoyens togolais :**

Conscients du fait que, soit qu'on nous impose des élections injustes, soit que le pays en arrive à une implosion sociale prévisible, c'est nous les citoyens qui en seront les victimes, allons-nous encore une fois nous laisser faire ?

S'il est encore temps de faire arrêter le processus électoral en cours, qui va porter nos inquiétudes ? Qui va parler à notre place ? Qui va se battre pour nous ? Personne, ces dernières semaines l'ont bien montré ! Dans la vie d'un pays, il arrive un temps où dire non est un acte de liberté et de survie pour les citoyens.

**Prenons en mains notre vie, prenons en mains le devenir de notre pays, prenons en mains l'avenir de nos enfants!**

**Mobilisons-nous pour nous faire entendre dans tous les recoins de notre pays, et hors de notre pays, dans la diaspora ! Agissons en rangs serrés, c'est notre nombre qui va impressionner, et le Gouvernement, et les partis politiques, et les facilitateurs, et la communauté internationale apparemment indifférente à nos problèmes ! Tous seront frappés par notre énergie et notre détermination, notre courage et notre fermeté !**

**Nous nous sentirons alors artisans d'une nouvelle société, nous-mêmes découvrirons notre force, notre capacité à faire advenir un Togo nouveau :**

- Un pays qui à la suite d'élections libres, est gouverné par des personnes dont la légitimité n'est pas sujette à caution,
- Un pays où les contre-pouvoirs tels que l'Assemblée Nationale, mais aussi la presse et surtout la Société civile contrôlent l'action gouvernementale,
- Un pays où la Justice, substrat de la paix sociale, n'est pas instrumentalisée et ne cautionne pas l'impunité,
- Un pays où l'armée est républicaine et agit avec professionnalisme,
- Un pays où l'espace public est ouvert aux débats engageant la vie de l'ensemble des citoyens,
- Un pays avec une équitable répartition des richesses nationales et une valorisation de toutes les compétences.

**UN TEL PAYS, C'EST NOTRE ESPERANCE POUR LE TOGO.**

**NOTRE AVENIR NOUS APPARTIENT !**

**Fait à Lomé le 20 octobre 2018**

**La Coordination des Forces Vives « Espérance pour le Togo »**